



# Revue de presse



Mercredi 15 Mai 2024



## [Lazziz Faïd participe à une conférence sur les « défis économiques » de l'Algérie](#)



Le ministre des Finances, Lazziz Faïd a pris part ce mardi, à une conférence portant restitution de l'étude mondiale CEO Survey par PwC à Alger.



## Faïd : L'enquête de PWC confirme le « climat de confiance pour l'investissement en Algérie »

Le ministre des finances Laaziz Faïd a indiqué, ce mardi, que « l'enquête de PWC reflète réellement les potentialités d'investissement en Algérie et les acquis des chefs d'entreprises algériens. Ce climat de confiance n'est pas le fruit du hasard. Il témoigne de la bonne santé de l'économie algérienne ».

Intervenant à la 27e édition de Global CEO Survey de PWC, M. Faïd a rappelé qu'un travail de fond a été réalisé par les pouvoirs publics, avec notamment de nombreuses réformes.



## Sociétés cotées en bourse : Le planning des Assemblées générales annuelles dévoilé

La Commission d'Organisation et de Surveillance des Opérations de Bourse a rendu publiques, les dates prévues pour la tenue des Assemblées annuelles générales des sociétés cotées en bourse.

Selon un communiqué de la COSOB, l'Assemblée Générale Ordinaire des actionnaires de la spa EGH CHAINE EL-AURASSI sera organisée le 21 mai au siège de l'entreprise.

A l'ordre du jour, il sera question, entre autres, de l'examen du rapport de gestion de l'exercice 2023, l'état financier arrêté au 31 décembre 2023, et de la reconfiguration du Conseil d'administration.

## Faïd, Arkab et Aoun : Les réformes économiques ont porté leurs fruits



Trois ministres, ceux des Finances, de l’Energie et des Mines, et de l’Industrie et de la Production pharmaceutique, ont pris part, ce mardi, à la rencontre organisée par le bureau d’études et d’analyse PwC, marquée par la présentation de la première édition algérienne de la Global CEO Survey, sous le thème «Transformation et résilience : l’Algérie à l’aube d’une nouvelle ère économique». Les représentants du gouvernement ont exprimé leur satisfaction quant aux résultats de l’enquête.



## Economie algérienne: confiance et optimisme des dirigeants d'entreprises

La première édition "Algérie" de l'étude "Global CEO Survey" du cabinet de conseil PwC a mis en avant "le regain de confiance et d'optimisme" des dirigeants d'entreprises algériens, notamment en ce qui concerne la croissance économique du pays.

Ainsi, 90 % des chefs d'entreprises interrogés ont affiché leur optimisme quant aux perspectives de croissance de l'économie algérienne durant les 12 prochains mois, selon cette étude présentée mardi à Alger.



**ALGÉRIE PRESSE SERVICE**

### **Sidérurgie: l'Algérie se positionne comme l'un des principaux potentiels fournisseurs de l'Europe**

L'Algérie se positionne comme l'un des potentiels principaux fournisseurs sidérurgiques de l'Europe grâce à ses atouts tels qu'une production de qualité et en quantité et un coût de l'énergie utilisée compétitif, a affirmé, mardi à Alger, le ministre de l'Industrie et de la Production pharmaceutique, Ali Aoun.

En plus de ces atouts, le secteur de la sidérurgie algérien bénéficie d'autres avantages tels qu'une main d'œuvre qualifiée et des filières dynamiques qui utilisent les produits issus de la sidérurgie, a souligné le ministre dans un panel sous le thème de la sidérurgie et des mines, lors d'une rencontre dédiée à la présentation de l'étude "Global CEO Survey" du cabinet international de consulting pWC.



**ALGÉRIE PRESSE SERVICE**

### **Budget public: l'adoption du système de gestion selon les programmes et les objectifs renforce le rôle du contrôle**

Des responsables et des experts participant à la journée parlementaire, organisée lundi à Alger, ont affirmé que l'application du système du budget selon les programmes et les objectifs adoptés par l'Algérie, à travers la loi organique n 18-15 relative aux lois de finances, contribuera à l'amélioration du contrôle de la finance publique, par rapport à la précédente situation marquée par l'application de la gestion selon les moyens, en vigueur avant la promulgation de cette loi.

## Perspectives de croissance et transformations majeures de l'économie : Les indicateurs de confiance dans le vert



La première édition «Algérie» de l'étude «Global CEO Survey», du cabinet de conseil PwC, a mis en avant le «regain de confiance» chez les dirigeants d'entreprises algériens, notamment en ce qui concerne la croissance économique du pays, et révélé que 90 % des chefs d'entreprises interrogés ont affiché leur «optimisme» quant aux perspectives de croissance de l'économie algérienne durant les 12 prochains mois, selon cette étude présentée, hier à Alger.

## Programme de 3 GW d'énergie solaire de 413 milliards de DA financé par un prêt bancaire : La BNA, première au guichet de la transition énergétique

Le coût du programme actuel des énergies renouvelables, dans sa première phase portant sur la production de 3 GW d'énergie solaire, estimé à 413 milliards de DA, soit 3 milliards de dollars, sera couvert par un prêt de la Banque nationale d'Algérie (BNA<sup>o</sup>, a confié, hier, le ministre de l'Energie et des Mines, lors de la présentation de l'étude «Global CEO Survey», du cabinet de conseil PwC.



## **Le bien-fondé d'une vision**

Des échéances charnières et des rendez-vous avec l'Algérie nouvelle. Le chef de l'État, en évoquant le court terme, aussi bien lors de son discours de célébration de la fête des travailleurs que durant la commémoration de la journée de la Mémoire, au siège du ministère de la Défense nationale, a, tout en rassérénant la nation sur le bien-fondé de sa vision, ouvert un chapitre dans l'élaboration d'un nouveau discours sur la croissance économique qui s'intègre dans une approche cohérente des considérations d'ordres économique, social et environnemental, et s'appuyant particulièrement sur le travail de l'initiative.



## **L'expert Saïd Beghoul, à propos de la croissance économique : «Le pétrole doit jouer un rôle d'appoint»**

L'Algérie a enregistré d'importants progrès sur les plans économique et social, et ses indicateurs macroéconomiques sont tous au vert. Les ressources dont elle dispose et la diversification attendue de son tissu économique lui permettent de se hisser en tant que puissance économique émergente dans la région.

Quels sont les axes sur lesquels doit s'articuler la construction économique nationale dans une perspective d'aboutir à une économie puissante à partir de laquelle doit s'appuyer la défense nationale, comme l'a déclaré le président de la République, Abdelmadjid Tebboune. En réponse à cette question, l'expert en économie, Saïd Beghoul, considère que l'économie algérienne s'est longtemps accoudée sur les recettes d'exportations des hydrocarbures, même si ces dernières, utilisées à bon escient, servent à financer le développement des autres secteurs économiques, afin de se libérer de l'emprise rentière.



## Déclaration de formation de haut niveau : Portes ouvertes sur les écoles des Douanes

La Direction générale des Douanes algériennes (DGDA) organise depuis hier et jusqu'à demain, des portes ouvertes en vue de faire découvrir au public les écoles qui relèvent de cette institution.

Cet évènement vise à faire découvrir les écoles des Douanes qui assurent la formation des élèves douaniers à travers des visites guidées, sous l'encadrement des staffs administratifs et pédagogiques de ces écoles et ce, pour informer les visiteurs des différentes spécialités de formation et des conditions d'accès au corps douanier, tous grades confondus.



## Première édition «Algérie» de l'étude «Global CEO Survey»

### Les résultats de la nouvelle politique économique

90% des chefs d'entreprise interrogés ont affiché leur optimisme quant à la croissance de l'économie.

Reflétant les avancées et les résultats de la nouvelle politique économique, la première édition «Algérie» de l'étude «Global CEO Survey» du cabinet de conseil PwC a mis en avant, hier «le regain de confiance et d'optimisme» des dirigeants d'entreprises algériens, notamment en ce qui concerne la croissance économique du pays.



## Economie algérienne: 90% des dirigeants d'entreprises optimistes selon une étude

La première édition « Algérie » de l'étude « Global CEO Survey » du cabinet de conseil PwC a mis en avant « le regain de confiance et d'optimisme » des dirigeants d'entreprises algériens, notamment en ce qui concerne la croissance économique du pays.

Selon cette étude présentée, ce mardi à Alger, 90 % des chefs d'entreprises interrogés ont affiché leur optimisme quant aux perspectives de croissance de l'économie algérienne durant les 12 prochains mois.

## L'enjeu économique des Assurances

Le marché algérien des Assurances reste un dernier carré à ne pas avoir connu de grands changements durant ces dernières années. Le plus dur morceau gardé en dernier ? En tout cas, cela n'attendra plus, selon le ministre des Finances, Abdelaziz Faid, qui a annoncé l'engagement, durant l'année en cours, de réformes importantes dans ce domaine, et ce, à la faveur de l'adoption d'une nouvelle loi régissant le secteur, à même de promouvoir sa bonne gouvernance, en renforçant sa régulation et en développant l'assurance Takaful.

L'adoption de ces nouvelles mesures devrait assurer une modernisation de la gestion du secteur et un meilleur contrôle de ses activités, à travers l'installation d'une autorité de supervision du marché « plus autonome et davantage indépendante », selon les révélations du ministre, dans un entretien accordé récemment à la revue asiatique spécialisée dans les assurances, ' Asia Insurance Review'.



## L'économie algérienne : confiance et optimisme des chefs d'entreprise

La première édition « Algérie » du « Global CEO Survey » réalisée par le cabinet de conseil PwC a souligné la « confiance et l'optimisme renouvelés » des chefs d'entreprise algériens, notamment en ce qui concerne la croissance économique du pays.

Ainsi, 90% des chefs d'entreprise interrogés se sont montrés optimistes quant aux perspectives de croissance de l'économie algérienne dans les 12 prochains mois, selon cette étude présentée mardi à Alger.

La cérémonie de présentation s'est déroulée en présence du ministre de l'Energie et des Mines, Mohamed Arkab, du ministre de l'Industrie et de la Production pharmaceutique, Ali Aoun, du ministre des Finances, Laaziz Faid, du président du Conseil de renouveau économique d'Algérie (CREA ), Kamel Moula, le président de l'Union Nationale des Entrepreneurs Publics (UNEP), Charaf Eddine Amara et plusieurs directeurs généraux d'entreprises publiques et privées.



## Optimisme et confiance des dirigeants d'entreprises, concernant la croissance économique du pays

Sous la bannière «Transformation et résilience : l'Algérie, à l'aube d'une nouvelle ère économique», la 27e édition du Global CEO Survey, du PricewaterhouseCoopers (PwC), a débuté ce mardi, à Alger. La première édition «Algérie», de l'étude Global CEO Survey, menée par le cabinet de conseil PwC, a mis en lumière un «renouveau, de confiance et d'optimisme», parmi les dirigeants d'entreprises algériennes, particulièrement, en ce qui concerne la croissance économique du pays.



### الاقتصاد الجزائري: تجدد ثقة وتفاؤل رؤساء المؤسسات

أكدت الطبعة الأولى "الجزائر" لدراسة "المسح العالمي" الصادرة عن مكتب الاستشارة لشركة برايس ووترهاوس كوبرز (PwC Global Survey), على "تجدد ثقة و تفاؤل" رؤساء المؤسسات الجزائريين, سيما فيما يخص النمو الاقتصادي للبلاد.

وأوضحت الوثيقة, ان 90 % من رؤساء المؤسسات المستجوبين ابدوا تفاؤلهم بخصوص افاق النمو الاقتصادي الجزائري للبلاد.



وفق دراسة "المسح العالمي" لشركة برايس ووترهاوس كوبرز

90% من رؤساء المؤسسات يثقون في نمو الاقتصاد الجزائري

أكدت الطبعة الأولى "الجزائر" لدراسة "المسح العالمي" الصادرة عن مكتب الاستشارة لشركة برايس ووترهاوس كوبرز (PwC Global Survey)، الكائن مقرها بلندن، على "تجدد ثقة وتفاؤل" رؤساء المؤسسات الجزائريين، لاسيما فيما يخص النمو الاقتصادي للبلاد.

وأوضحت الوثيقة، أن 90% من رؤساء المؤسسات المستجوبين أبدوا تفاؤلهم بخصوص آفاق النمو الاقتصادي الجزائري للبلاد.



نسبة نمو الاقتصاد الوطني تعتبر كأحد أفضل النسب بالحوض المتوسط

أكد وزير الصناعة والانتاج الصيدلاني، علي عون، اليوم الثلاثاء بالجزائر العاصمة، أن الجزائر تسعى لأن تكون أحد أهم الموردين المحتملين لأوروبا في مجال الحديد والصلب، بفضل ما تمتلكه من مؤهلات على غرار انتاجها الذي يتميز بالجودة والكمية وبكفاءة تنافسية من حيث الطاقة المستعملة.

وتابع الوزير، خلال مشاركته في جلسة نقاش حول "المناجم والتعدين" في إطار لقاء مخصص لتقديم دراسة "المسح العالمي" الصادرة عن مكتب الاستشارة لشركة برايس ووترهاوس كوبرز (PwC Global Survey) قائلا، يضاف إلى هذه المؤهلات، امتيازات أخرى استفاد منها قطاع الحديد والصلب في الجزائر، مثل اليد العاملة المؤهلة والعديد من الشعب النشطة التي تستخدم منتوجات الحديد والصلب.

## استطلاع بريطاني يقيم مناخ الأعمال في الجزائر لأول مرة

### ديناميكية في النمو الاقتصادي خلال 2024

كشف استطلاع لرؤساء تنفيذيين بعدد من المؤسسات الجزائرية، أن 90 بالمائة من قادة الأعمال يؤمنون بتسجيل ديناميكية في النمو الاقتصادي خلال 2024، في حين عبر 87 بالمائة منهم عن ثقتهم في أن تشهد أعمالهم نموا على مدى السنوات الثلاث المقبلة.

وتم الاعلان عن نتائج الاستطلاع، أمس، بالجزائر العاصمة، بمناسبة انعقاد الدورة السابعة والعشرين لشبكة برايس ووترهاوس كوبرز، وهي شبكة بريطانية دولية من الشركات المتخصصة في مهام التدقيق والمحاسبة والاستشارات، تحت شعار "التحول والمرونة: الجزائر في فجر عصر اقتصادي جديد"، بحضور عدد من أعضاء الحكومة ومتعاملين اقتصاديين.

LAAZIZ FAÏD :

## **L'enquête de PWC confirme le « climat de confiance pour l'investissement en Algérie »**

Le ministre des finances Laaziz Faïd a indiqué, ce mardi, que « l'enquête de PWC reflète réellement les potentialités d'investissement en Algérie et les acquis des chefs d'entreprises algériens. Ce climat de confiance n'est pas le fruit du hasard. Il témoigne de la bonne santé de l'économie algérienne. »

Intervenant à la 27<sup>e</sup> édition de Global CEO Survey de PWC, M. Faïd a rappelé qu'un travail de fond a été réalisé par les pouvoirs publics, avec notamment de nombreuses réformes.

Mettant en avant des chiffres mis à jour, le ministre des finances a rappelé que le pays a atteint un taux de croissance de 4,1 % en 2023, outre 7 000 projets d'investissement enregistrés au niveau de l'AAPI et la création de 250 000 emplois via des projets récemment lancés dans le pays. « Les indicateurs sont au vert. Je dirai que le taux de croissance de l'Algérie est l'un des meilleurs au niveau du bassin méditerranéen, et cela grâce au climat des affaires favorable et le regain de confiance. » Pour sa part, le Président du CREA, Kamel Moula a estimé que « les chiffres révélés par l'enquête de PWC nous confèrent une grande fierté. D'abord pour le pays, ensuite pour les chefs d'entreprises algériens », soulignant que ces patrons ont plus que besoin de cette synergie.

R. N.

La nouvelle loi sur les assurances

## Bientôt un marché des assurances plus neutre et transparent

**Le marché algérien des assurances connaîtra, durant l'année en cours, des réformes importantes, à la faveur de l'adoption d'une nouvelle loi régissant le secteur, à même de promouvoir sa bonne gouvernance, en renforçant sa régulation et en développant l'assurance "Takaful", a indiqué le ministre des Finances, Laaziz Faïd.**

Dans un entretien accordé récemment à la revue asiatique spécialisée dans les assurances, *Asia Insurance Review*, le ministre a précisé que parmi les réformes principales attendues dans ce cadre, la mise en place d'une autorité de supervision du marché «plus autonome et davantage indépendante». Cette autorité devrait «conférer au marché des assurances une plus grande transparence et une neutralité totale, en faisant le distinguo entre les missions de l'Etat régulateur et contrôleur et celles de l'Etat actionnaire unique dans les sociétés publiques d'assurance».

L'année 2024 devrait, en outre, voir l'assurance "Takaful" connaître un plus grand essor, grâce à l'ancrage juridique ren-



■ L'année 2024 devrait voir l'assurance "Takaful" connaître un plus grand essor, grâce à l'ancrage juridique renforcé de ce segment. (Photo : D.R)

forcé de ce segment, ce qui permettra à cette forme d'assurance de jouer un meilleur rôle dans la dynamisation de la sphère financière et le renforcement du développement des produits bancaires alternatifs», a-t-il soutenu. Bénéficiant d'un environnement réglementaire nouveau et adéquat, la e-assurance connaîtra, à son tour, un bond qualitatif, encouragée par l'usage de plus en plus répandu de la numérisation et des supports digitaux dans la

sphère assurantielle. La mise en application de la nouvelle loi des Assurances se traduira, aussi, dans la sphère commerciale par la réintroduction de l'obligation d'assurance des marchandises et des biens d'équipements importés par voie aérienne ou maritime, auprès d'une société d'assurance agréée en Algérie, a avancé M. Faïd. L'assurance Incendie sera, par ailleurs, élargie à tous les opérateurs tant publics que privés, a-t-il poursuivi, citant, entre autres

mesures qui seront concrétisées cette année, la consécration de l'assurance

"Takaful", et l'obligation pour les sociétés d'assurance de mettre en place un système de contrôle interne ayant pour objet l'identification, l'évaluation, la gestion et le suivi des risques.

Le ministre a évoqué, dans le même sillage, la mise en place d'un système de lutte contre le blanchiment d'argent, de l'ancrage juridique de la lutte contre la fraude à l'assurance, la prédilection en assurance automobile de l'indemnisation amiable avant le recours à la justice, du barème revu d'indemnisation des dommages corporels, avec l'allègement du dispositif d'assurance contre les effets des Catastrophes Naturelles (Cat-Nat), en donnant la possibilité aux sociétés d'assurance d'indemniser les victimes même en l'absence de l'Arrêté portant déclaration de l'état de catastrophe naturelle. Parmi les autres réformes citées, la soumission des provisions techniques des sociétés d'assurance à une certification par un actuaire agréé et l'obligation, en matière de construction, de souscrire une assurance Responsabilité Civile (RC) Décennale dès l'ouverture du chantier. Les assurances liées au secteur de l'agriculture ne sont pas en reste, a tenu à souligner le ministre, du fait qu'un dispositif d'assurance des calamités agricoles, élaboré dans le cadre d'un large programme de concertation menée par le Conseil National des Assurances, devrait être introduit dans le schéma global des assurances en Algérie. **Djamila Sal**

ENQUÊTE DE L'ONS SUR LES SALAIRES

# Les secteurs qui paient le mieux

● Selon l'ONS, la qualification du salarié, le secteur juridique, la taille de l'entreprise ainsi que les spécificités de rémunération sectorielles des entreprises de certains secteurs sont les éléments les plus discriminants du niveau des salaires.

En 2021, le niveau des salaires nets mensuels en Algérie est de 42 800 DA. Il est de 60 100 DA dans le public et de 34 900 DA dans le privé national, selon une enquête de l'Office national des statistiques (ONS) réalisée auprès de 696 entreprises et représentant toutes les activités hormis l'agriculture et l'administration. L'importance de l'enquête est de mise en 2024, étant donné que les salaires en Algérie n'augmentent que de très peu ou pas du tout, comme c'est le cas dans de nombreuses entreprises, notamment privées. Selon les résultats de l'enquête, les activités pétrolières (production et services d'hydrocarbures) et financières (banques et assurances) demeurent les secteurs qui paient le mieux avec des niveaux de salaires respectifs de 111 800 DA et 62 800 DA. A l'inverse, les secteurs de la construction, de l'immobilier et services aux entreprises se distinguent avec des salaires inférieurs à la moyenne, soit respectivement 32 500 DA et 35 700 DA. Les écarts de salaires, selon la qualification et les secteurs d'activité, sont dans certains cas assez élevés. Selon l'ONS, la qualification du salarié, le secteur juridique, la taille de l'entreprise ainsi que les spécificités de rémunération sectorielles des entreprises de certains secteurs sont les éléments les plus discriminants du niveau des salaires. Le niveau moyen des salaires dépend, selon le secteur d'activité, soit de l'importance de la proportion des cadres (industries extractives et activités financières), soit de la prédominance du personnel d'exécution (construction). En 2021, le salaire moyen mensuel net tous secteurs juridiques confondus a évolué de 1,4% par rapport à 2020.

## LES SALARIÉS PLUS LÉSÉS DANS LE SECTEUR PRIVÉ

Globalement, le salaire moyen mensuel net a enregistré, en 2021, une faible progression par rapport à celles observées ces dernières années. Par qualification, cette hausse est de 1,1% pour les cadres, 1,4% pour les agents de maîtrise, et de 1,5% pour le personnel d'exécution. Au niveau national, le salaire de base représente en moyenne 58% et les primes et indemnités 42% de la rémunération



brute totale. Les entreprises du secteur public affichent des salaires moyens élevés par rapport au secteur privé national, selon l'enquête. Le salaire net moyen mensuel est de 60 100 DA dans le secteur public, alors qu'il n'est que de 34 900 DA dans le secteur privé national, soit une différence de salaire de 25 200 DA. L'existence de certaines entreprises publiques importantes, en termes d'effectifs avec un système de rémunération avantageux, explique ce niveau relativement élevé du salaire dans le public.

C'est notamment le cas des entreprises dans les industries extractives (secteur des hydrocarbures et services pétroliers), les transports et communications et les activités financières. Par section, le salaire moyen net est plus élevé dans les industries extractives avec 112 700 DA, alors qu'il est relativement bas dans les secteurs de la construction et hôtels et restaurants avec respectivement 38 800 DA et 36 900 DA.

Autre conclusion de l'enquête de l'ONS, les disparités salariales, selon le niveau de qualification, restent relativement fortes. Un cadre dans le secteur public perçoit un salaire net moyen de 90 900 DA, soit 2,2 fois le salaire net d'un agent d'exécution. Le

salaire des agents de maîtrise et du personnel d'exécution sont respectivement de 66 400 DA et 41 200 DA. Par activité, cette disparité salariale est plus marquée dans la section construction. Ainsi, un cadre gagne en moyenne 1,8 fois le salaire net moyen de la section contre 0,8 fois seulement pour le personnel d'exécution.

## UN SALAIRE NET MOYEN DE 34 900 DA !

Par ailleurs, le salaire net moyen mensuel de l'ensemble des salariés du secteur privé est estimé à 34 900 DA. Les secteurs les mieux rémunérateurs dans le privé sont le secteur financier et celui de la santé ; les salaires mensuels nets moyens dans ces deux secteurs sont respectivement de 76 100 DA et 47 000 DA, soit le double et 1,4 fois le salaire net moyen global dans le privé national. Par contre, les salariés des industries extractives et de l'immobilier et services aux entreprises sont les moins payés, avec respectivement des salaires mensuels moyens de 27 100 DA et 30 000 DA, soit 78% et 86% seulement du salaire mensuel net moyen global dans le privé.

Enfin, et autre détail relevé et non des moindres, c'est que pour l'en-

semble des deux secteurs public et privé, le salaire de base représente en moyenne 58% et les primes et indemnités 42% de la rémunération brute totale. Par qualification, la composition du salaire brut est plus ou moins homogène, elle suit la même tendance que celle observée pour la structure globale. Le salaire de base reste la principale composante, il est représenté par les proportions suivantes : 58%, 55% et 62% pour respectivement les cadres, le personnel de maîtrise et le personnel d'exécution. Globalement, dans le secteur public, le salaire de base représente 51% du salaire brut, alors que dans le privé, cette proportion est de 61%. Il apparaît bien dans les structures que la part des primes et indemnités est plus importante dans le secteur public que dans le privé : 49% contre 39%. Pour certaines sections, la part du salaire de base est plus importante : elle représente 56% dans la construction, les hôtels et restaurants et dans l'immobilier et services aux entreprises dans le secteur public. Dans le secteur privé, elle est considérable dans certaines sections, telles que les activités financières et la santé avec respectivement 80% et 71%.

Mahmoud Mamart

## JOURNÉE PARLEMENTAIRE SUR LE BUDGET PUBLIC

# L'adoption du système de gestion selon les objectifs renforce le rôle du contrôle

Des responsables et des experts participant à la journée parlementaire organisée, lundi à Alger, sur le budget public ont affirmé que l'application du système du budget, selon les programmes et les objectifs adoptés par l'Algérie, à travers la loi organique n° 18-15 relative aux lois de finances, contribuera à l'amélioration du contrôle de la finance publique, par rapport à la précédente situation marquée par l'application de la gestion selon les moyens en vigueur, avant la promulgation de cette loi. Les experts ont indiqué, lors de cette journée parlementaire organisée sous le thème «le budget selon les programmes et les objectifs en Algérie... réalité et perspectives», que la gestion selon les programmes et les objectifs permet d'activer le rôle du contrôle à posteriori, à travers la vérification des rapports de rendement et, partant, l'amélioration de la performance lors du prochain exercice financier. Dans ce cadre, la représentante du ministère des Finances, Nassima Hadj Ali, a estimé que la loi organique relative aux lois de finances a permis un meilleur encadrement de l'affectation des dotations financières, ainsi que la mise en place des cadres juridiques indispensables à la mise à disposition des informations et des données qui peuvent être utilisées, en vue d'assurer une étude minutieuse et résumer la teneur des projets des lois de finances.

Pour sa part, le membre de la Commission des finances et du budget de l'APN, le député Seddik Bakhouche, a estimé que le contrôle à posteriori de la gestion du budget selon les moyens, basée sur les budgets de fonctionnement et d'équipement, n'a pas donné de résultats positifs, contrairement à la gestion du budget selon les programmes et les objectifs basés sur les ressources, les objectifs et les résultats, permettant la vérification des rapports du rendement et leur exploitation pour améliorer la performance. Le directeur du laboratoire mondialisation et poli-

tiques économiques à l'université d'Alger 3, le professeur Keddî Abdelmadjid, a affirmé dans son intervention que la gestion du budget selon les programmes et les objectifs, est considérée comme un outil à même de surmonter les problèmes de la gestion du budget selon les moyens, et «lutter ainsi contre le gaspillage, soulignant l'importance de la formation et de la révision du système de gestion pour être en rapport avec les objectifs et en phase avec le nouveau régime budgétaire».

Parmi les recommandations ayant couronné cette journée parlementaire, figurent l'adoption de la gestion administrative basée sur la performance de chaque secteur, la création d'un système d'information plus transparent et fiable au niveau des services publics et le renforcement de la coordination entre les organes de l'Etat en matière de gestion des finances publiques, ce qui est à même de garantir une application réussie du nouveau régime budgétaire.

### LUTTER CONTRE LE GASPILLAGE

Ils ont également plaidé pour la poursuite des programmes de numérisation du secteur financier et la création de mécanismes de coopération entre les différents organes étatiques dans le domaine, permettant d'adopter les données économiques et financières exactes, en vue de définir les estimations approuvées dans les projets de lois de finances, d'intensifier les sessions de formations pour développer les compétences des ressources humaines, de changer le mode de gestion, d'une gestion conventionnelle à une gestion selon les résultats et les objectifs, permettant ainsi l'accompagnement du régime budgétaire en fonction des programmes et des objectifs. Les recommandations prévoient également la garantie des informations nécessaires permettant aux administrateurs une meilleure prise de décision, le développement d'un système adéquat pour l'évaluation du rendement, la poursuite de l'opération de modernisation du système des estimations permettant de définir les coûts de chaque programme et d'établir son budget et la promotion du système de contrôle au niveau des administrations et services publics. Il est primordial de mettre en œuvre les dispositions de la loi organique relative aux lois de finances, pour informer le Parlement sur la politique économique et financière, notamment à travers la présentation au Parlement d'un rapport du gouvernement sur l'évolution de la situation économique du pays et l'orientation des finances publiques, avant la fin du premier trimestre de l'exercice financier, selon le participants. Ils ont également appelé à mettre à profit les expériences internationales réussies en matière de gestion du budget, selon les programmes et les objectifs, à même de bénéficier des expériences pionnières en la matière, ainsi qu'à l'implication de l'université algérienne et des écoles nationales spécialisées dans la poursuite de la concrétisation du régime budgétaire et fonction des programmes et des objectifs en créant de laboratoires spécialisés dans le régime budgétaire public. Il convient de noter que la journée parlementaire organisée par la Commission des finances et du budget de l'Assemblée populaire nationale (APN), sous le thème : «Le budget selon les programmes et les objectifs en Algérie... réalité et perspectives», s'est déroulée en présence du président de l'APN, Brahim Boughali, de la ministre des Relations avec le Parlement Basma Azouar, du ministre des Moudjahidines et d'Ayants droit, Laïd Rebiga, du Conseiller du président de République chargé des finances, des banques, des réserves de change, des marchés publics et des règlements internationaux, Mohamed Boukhari, du modérateur de la République, Madjid Ammour, du président de l'Agence nationale de la sécurité sanitaire, Kam Sanhadji, des représentants de différents ministères, plus des cadres du ministère des Finances. (APS)

MALGRÉ L'ESPOIR D'UN ATERRISSAGE EN DOUCEUR

## La patronne du FMI prudente pour l'économie mondiale

La directrice du Fonds monétaire international (FMI) Kristalina Georgieva reste prudente pour l'économie mondiale, malgré l'espoir d'un atterrissage en douceur, a-t-elle affirmé lors d'une conférence cette semaine à Zurich. «L'inflation est sur le déclin» et de nombreuses banques centrales «sont en train de faire des plans pour réduire leurs taux d'intérêts ou ont commencé à les réduire», a-t-elle expliqué lors d'une conférence aux côtés de Thomas Jordan, président

de la Banque nationale suisse (BNS) qui a abaissé son taux d'intérêt de référence d'un quart de point mi-mars. Et on entend le terme «atterrissage en douceur» resurgir, ce qui est «le dénouement probable cette année», a-t-elle poursuivi. «Mais accrochez vos ceintures car nous n'avons pas encore tout à fait atterri», a-t-elle ajouté. «L'inflation est en baisse mais elle n'est pas éliminée», a-t-elle argumenté lors de cette conférence organisée par l'Institut suisse de re-

cherches internationales à l'Université de Zurich. De plus, la croissance économique se situe à un niveau historiquement bas et l'économie mondiale pourrait être confrontée à de profonds changements, notamment avec l'intelligence artificielle, a également souligné M<sup>me</sup> Georgieva. L'intelligence artificielle risque de heurter le marché du travail «comme un tsunami», avec «très peu de temps» pour préparer les travailleurs et les entreprises à ce changement, a-t-elle prévenu. La

directrice du FMI a été interrompue à cinq reprises par des activistes venus protester contre la dette des pays pauvres et le changement climatique. Alors que M<sup>me</sup> Georgieva présentait son analyse de la conjoncture économique, une jeune femme s'est levée et l'a interpellée sur les inégalités Nord-Sud. Quelques minutes après avoir repris la parole, d'autres activistes l'ont tour à tour interrompue, avant qu'un petit groupe de cinq personnes ne se lève avec une banderole pour

demande l'annulation de la dette des pays pauvres. Ils sont ensuite sortis sans incidents. Mi-avril, le FMI a légèrement revu à la hausse sa prévision de croissance pour 2024, l'estimant à 3,2% (contre 3,1% attendu précédemment). L'institution basée à Washington a notamment relevé sa prévision de croissance pour les Etats-Unis, mais a mis en lumière des divergences dans la croissance des économies avancées. (APS)



# الاقتصادية الأولى

إنشاء سلطة لمراقبة السوق تكون أكثر استقلالية، فايد يؤكد؛

## إصلاحات هامة مرتقبة على سوق التأمينات سنة 2024

● قانون جديد للتأمينات الالكترونية ● إنشاء نظام لمكافحة تبييض الأموال ومكافحة الغش في التأمين

أكد وزير المالية، عزيز فليح، أن سوق التأمين الجزائرية ستعرفه خلال السنة الجارية، إصلاحات هامة، من خلال المصافحة على قانون جديد يسير القطاع، والذي من شأنه ترقية حكامة عبر تعزيز صلبة صغطه وتطوير تأمين التكافل، وأوضح الوزير في حديث خص به المحلة الأسبوعية المختصة في التأمين، أنه من بين الإصلاحات الجوهرية المنتظرة في هذا الإطار، هناك إنشاء سلطة لمراقبة السوق تكون أكثر استقلالية وأوضح قائد أن هذه السلطة ستخول سوق التأمين مزيدا من الشفافية والحيادية الكلية، سيما من خلال التمييز بين مهام التولية المنظمة والمراقبة ومهام التولية المساهمة الوحيدة في الشركات العمومية للتأمين، مضيفا أن سنة 2024، ستشهد من جانب آخر، تطورا لتأمين التكافل، سيما بفضل تعزيز الترسخ القانوني لهذا الفرع، مما يسمح لهذا الشكل من التأمينات من لعب دور هام في تنشيط المجال العملي و تعزيز تطوير المنتجات البنكية البديلة كما أشار الوزير إلى أن التأمينات الالكترونية، مستفيدة من إطار قانوني جديد و ملائم، ستشهد هي الأخرى نقرة نوعية،

سيما بفضل الاستعمال المتزايد للرقمنة والوسائط الرقمية في مجال التأمين، مؤكدا أن تطبيق قانون التأمينات الحديث سينعكس كذلك على المجال التخاري سيما عبر إعادة إدخال وجوب تأمين الضلع والتجهيزات المستوردة عبر الجو أو البحر، لدى شركة تأمين معتمدة في الجزائر. وأكد الوزير أن التأمين على الحرائق سيرف توسعا ليشمل جميع المتعاملين سواء كانوا صوميين أو أخصا، مشيرا بشكل خاص إلى الإجراءات التي سيتم تبنيها خلال هذه السنة، وتكريس تأمين التكافل والزام شركات التأمين بإنشاء نظم مراقبة داخلية يهدف إلى تحديد وتقييم وتسيير ومتابعة الأخطار. كما تطرق الوزير، إلى إنشاء نظم لمكافحة تبييض الأموال والتكريس القانوني لمكافحة الغش في التأمين، و التفضيل في مجال تأمين السيارات، التعويض الودي قبل الجوء إلى العدالة ومراجعة نسبة التعويض على الخسائر الحصدية، مع تخفيف اجراء التأمين على لار الكوارث الطبيعية عبر اعطاء الامكانية لشركات التأمين بتعويض الضحايا حتى مع في غياب الرسوم المتضمن التصريح بحملة الكارثة الطبيعية. ومن بين الإصلاحات الأخرى

على التوقيع من بين المعركات الأساسية للتنمية الاقتصادية لجزائر كما أكد الوزير على مؤشرات القطاع في سنة 2023، حيث بلغ رقم الأصيل أزيد من 168 مليار دج سجلت تطورا بسمة 2.6 بالمائة مقارنة بسنة 2022، مشيرا إلى أن هذه النتائج لا زالت لا تعكس الإمكانيات الكبيرة للسوق الوطنية للتأمين



## التوجهات الكبرى للمشروع التمهيدي لقانون المالية 2025 التكفل بالأجور الجديدة وضبط التوظيف والترقيات

- هكذا سيتم محاربة التمييز في الإدارات
- تعليمات بإحصاء المناصب الشاغرة نتيجة الإحالات على التقاعد والاستقالة والإقالة والوفاة
- إدراج الأثر المالي الناجم عن مراجعة القوانين الأساسية والأنظمة التوعيفية

أقرت وزارة المالية عن المذكرة التوجيهية المتعلقة بتحضير المشروع التمهيدي لقانون المالية وميزانية الدولة لسنة 2025، تضمنت تعليمات صارمة بمواصلة ترشيح التفتحات والانتداب الصارم وأيضا مكالمة جميع أشكال التمييز. مع الحفاظ على فعالية وجودة الخدمة العمومية، حيث تم تقييد عمليات التوظيف من خلال إعادة توزيع المناصب المالية الموجودة، داخل القطاعات وبيئاتها، من أجل تلبية الاحتياجات العملية بفعالية ونجاعة.



### خبرة لعروسي

• أمرت مصالح المالية الأمرين بالسرف لميزانية الدولة عبر الوطن، في إطار المذكرة التوجيهية المتعلقة بتحضير المشروع التمهيدي لقانون المالية وميزانية الدولة لسنة 2025، بإجراء تقييم دقيق لاحتياجات الإدارات والمؤسسات العمومية من تعداد المستخدمين، مع مراعاة الأهداف العملية والمتطلبات التشغيلية، على أن يشمل ذلك تقييم تعداد المستخدمين الحالي، والمهارات المطلوبة وأعباء العمل المرتبطة لسنة المالية القادمة.

وعلى غرار السنوات السابقة، تضمنت المذكرة التوجيهية الموجودة بحوزة الخبير، يجب أن يتم توزيع تعداد المستخدمين والاعتمادات ذات الصلة، حسب كل برنامج وبرنامج فرعي ونشاط، بالنسبة للمصالح المركزية وغير المركزية، حسب الولاية والمؤسسات تحت الوصاية، على أساس تعداد الموظفين الفعليين، على أن يتم التكفل بالمناصب الشاغرة على مستوى برنامج الإدارة العامة، وسيتم إيفائها بالبرنامج المعني حالما يتم تعيئتها.

تنظيم المحاضرات والمقتنيات، حيث ستخضع الاعتمادات المتعلقة بها للجدوى لإعداد برنامج للفترة الممتدة من 2025-2027، مع صرف يدققة ومحدد المبالغ، والموضوع، والمكان، والمدد، والمشاركين، وأيضا لمواكبة السلطات العمومية عندما تكون ذات بعد دولي.

ويتعلق الأمر أيضا، بتقليص التكفل بالمندوبين والمساعدين والوفود الأجنبية، التي تزور البلاد في إطار التبادلات الثقافية، أو بمناسبة التظاهرات المختلفة، حيث يُنصح

وفيما يتعلق بكلفة الأجور، أمرت المذكرة بتحديد عناصرها، تحديدا كليا "دقيقا"، حسب المناصب المالية للمصالح المركزية والمصالح غير المركزية، والمؤسسات تحت الوصاية والمؤسسات ذات الطابع الإداري وما يماثلها، حيث تحسب كتلة الأجور بطرح نفسقات الخدمات ذات الطابع المالي والخدمات الاجتماعية من نفسقات المستخدمين.

### الاستعمال المفرط للمركبات الإدارية

هكذا سيتم التحكم في عملية التوظيف في 2025

أكدت مصالح المالية أن كل اقتراح لفتح مناصب مالية جديدة يقتصر على ذلك المقدر فقط، وبصفة استثنائية من طرف

بشدة مواصلة اللجوء إلى تقنية الحاسن المرئي عن بعد، وأمرت مصالح المالية، في هذا الإطار بمنح الأولوية لتعيين التقنية القطياعية والهيكل التي تم تخصيصها لتطبيق البروتوكولات والأنظمة المراسية والاجتماعات الموسعة.

### رفع التجميع عن الترقية، إدماج المتقاعدين وجهاز ليطحالة... أهم تدابير ترقيية الشغل مؤخرًا

معلوم أن الوزارة الأولى كانت قد أمرت بتعليمات رئيس الجمهورية برفع التجميع نهائيًا عن قرار الترقية في الوظيفة العمومية، حيث استفاد أزيد من 280 ألف موظف ممن يستوفون شروط الأقدمية من هذا الإجراء، الذي خصص له خلاف مالي قدره 29.6 مليار دينار، على مدى ثلاث سنوات 2023 و2024 و2025، بمعدل 100 ألف ترقية في كل سنة، في انتظار عودة الترقية بحلول سنة 2026 إلى مسارها الطبيعي وفقًا لمخططات الموارد البشرية.

من جهته، أكد وزير العمل بأن التسيبات في القطاع الاقتصادي، تجاوزت 37.3 ألف منصب، بنسبة 27 بالمائة، حيث سجل ارتفاع في عدد عروض العمل من 394.053 سنة 2022 إلى 481.088 سنة 2023، أي بنسبة 22.1 بالمائة، حيث أن 83 بالمائة من التسيبات تمت على مستوى القطاع الاقتصادي الخاص، مما يترجم ويؤيد ديناميكية فعلية في مجال التنمية الاقتصادية.

وبخصوص عملية إدماج المستفيدين من جهاز المساعدة على الإدماج المهني، ذكر الوزير أنه تم الانتهاء من العملية بتاريخ 31 ديسمبر 2023، حيث تم إدماج 325.053 مستفيد للجهاز على مستوى المؤسسات والإدارات العمومية في مناصب عمل دائمة، مضيفًا أنه تم تحويل عقود جهاز نشاطات الإدماج الاجتماعية إلى عقود غير محددة المدة بالتوجيه الجزئي لمساعدة 179.702 مستفيد للجهاز على مستوى الهيئات والإدارات العمومية، فيما بلغ عدد المستفيدين من متحة المطالة الذين تقاضوا رواتبهم شهر جانفي الماضي، 2.013.819 خ. ل.

### وحظيرة السيارات تحت مجهر الوزير الأول

شدت مصالح المالي على إخضاع إدارة نفسقات تسير المصالح، على غرار السنوات المالية السابقة، لتدابير ترشيح التفتحات والتحكم فيها من خلال تقييد مسمى واقعي وأمثل في إطار الانتداب الصارم وكافة جميع أشكال التمييز، مع الحفاظ على فعالية وجودة الخدمة العمومية.

وتكررت بهذا الصدد بتعليمات الوزير الأول موضوع إرساله رقم 08 المؤرخ في 5 جانفي 2021، التي تأتي لتعزز المذكرة في مستكرات التوجيه السابقة، لاسيما فيما يخص الاعتمادات المتعلقة بالمهام والتنقلات، ومصاريف الاستقبال والإنجاز والتكاليف الملحقة، حيث ستكون موضوع تكفل حسب المبالغ الفعلية بقرض تحت تشكيل ديون لدى المؤسسات والإدارات العمومية.

ومع هذا، ينبغي أن تتصب جهود الترشيد على الأعباء المتعلقة باستهلاك الكهرباء والغاز والماء، تضييق من خلال تقييد الطاقات المتجددة، التي تشكل حاليا بديلا ينبغي استعماله، لاسيما فيما يخص الكهرباء لتقليص التكاليف المتعلقة بها، بشكل مستمر، كما هو الحال بالنسبة لتزويد أنظمة شمسية كهروضوئية، لاسيما في مناطق الجنوب، ومصاريف "لاد" ذات الاستهلاك المتفطن للطاقة على مستوى الإدارات والمؤسسات العمومية.

كما أمرت باقتصار التكفل بالأعباء والتقنية على المستفيدين طبقا للتعليمات ساري المفعول "فقط"، وتجميد النسب المملقة و/ أو المستهدفة في السنة المالية 2024 فيما يخص التقنية.

وفيما يخص التكاليف المتعلقة بصيانة السيارات، حذرت المذكرة من "الاستعمال المفرط" للمركبات الإدارية، حيث أصبحت "مصدرا معتبرا للتمييز"، وعليه ذكرت الوزارة بتعليمة الوزير الأول رقم 3418 المؤرخة في 8 جويلية 2020، التي تدعو للسهر على ترشيح التفتحات المتعلقة باستعمال مركبات المصلحة، مع مواصلة عملية تحويل المركبات الإدارية، إلى استعمال غاز النقط السائل، فيما شدت على "الصرامة" في

السلطات العمومية، إضافة إلى الاستغلال الأمثل للموارد البشرية الموجودة قبل اللجوء إلى أي توظيف جديد، والبحث عن إمكانيات إعادة تحويل المستخدمين، وإعادة توزيع المناصب المالية الموجودة داخل القطاعات وبيئاتها، من أجل تلبية الاحتياجات العملية بفعالية ونجاعة.

كما أمرت المذكرة التوجيهية لمشروع قانون المالية لسنة 2025، بضرورة التقييم المستبدل من كل خمسة، من التي أصبحت شاغرة، بما في ذلك الإحالات على التقاعد، ومدت في هذا الإطار، الأمرين بالسرف إلى إرفاق تقديراتهم بوضع المناصب التي أصبحت شاغرة نتيجة الإحالات على التقاعد والاستقالة والإقالة والوفاة.

بالمقابل، شدت مصالح وزارة المالية على ضرورة التكفل بنجاح التكوين في نهاية 31 ديسمبر 2024، والترقيات القانونية من المناصب الشاغرة، ومن الضروري، في هذا الإطار، أن يُقرر تحديد ترفقيات الأعباء الموجب تكوينهم تبعًا لذلك، كما ينبغي أن تبنى مجموع هذه التدابير، أي نفسقات المستخدمين عند مستويات يمكن تغطيتها ماليًا، لاسيما الرواتب والأجور، بما في ذلك التحويلات والمبالغ، مع ارتكاب الزيادة اللازمة، للتكفل "فقط" بالترقية القانونية للموظفين في حدود 1.5 بالمائة، مع إدراج الأثر المالي المحتمل الناجم عن التكفل لسنة كاملة بعمليات التوظيف والإدماج المنجزة في سنتي 2023 و2024، وكذا التقديرات لسنوات الثلاث القادمة، وإدراج الأثر المالي الناجم عن مراجعة القوانين الأساسية والأنظمة التوعيفية لبعض القطاعات، وكذا كل مراجعة جديدة مقررة من طرف السلطات العمومية.

ويجب، أيضا، أن تسمح الاعتمادات المالية لسنة المالية 2025، بتغطية برنامج متوسط المدى مدد مستقرا، وأهمي ومحدد الكمية، موجه للتكفل بالاحتياجات المعبر عنها لترقية الموارد البشرية.

من جهة أخرى، ستكون الاعتمادات الخاصة بالخدمات ذات الطابع المالي، والتسيب الاجتماعي، محل تحديثات بما يتلزم مع تطورات القوانين المذكورة سابقا.



وزارة المالية  
MINISTRY OF FINANCE

Bonne lecture

Avez-vous des questions?  
Contactez nous sur :

✉ [dc@mf.gov.dz](mailto:dc@mf.gov.dz)

☎ Poste: 2784

[www.mf.gov.dz](http://www.mf.gov.dz)



@MFinance\_dz



f

@MFinancesdz



وزارة المالية الجزائرية MFINANCES CHANNEL



Copyright © MINISTÈRE DES FINANCES  
Immeuble Ahmed Francis, Cité Malki, Benaknoun - Alger